Note franco-turque n°16

# Le HDP, un nouveau venu en quête d'ancrage

**Aurélien DENIZEAU**

Janvier 2015

ifri
Programme
Turquie contemporaine

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte*
*n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-36567-510-9
© Tous droits réservés, Ifri, 2015

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Website : Ifri.org

# Auteur

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences-Po) en Histoire des Relations internationales et de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO) en Études turques et azerbaïdjanaises, Aurélien Denizeau est doctorant en Sciences politiques à l'INALCO. Après avoir consacré son mémoire de Master aux relations franco-turques (*La diplomatie française face au coup d'État de 1960 en Turquie: Menace ou opportunité pour la coopération franco-turque ?*, PAF, 2015, 144 p.), il a été assistant de recherche au programme Turquie/Moyen-Orient de l'IFRI et prépare désormais une thèse consacrée aux doctrines diplomatiques théorisées ou mises en application par l'islam politique turc au XX$^{e}$ siècle, sous la direction de Michel Bozdémir.


© Ifri

# Sommaire

INTRODUCTION ..... 3

Le HDP, un mouvement pro-kurde comme les autres ? .....4

Un porte-voix nouveau du progressisme contestataire en Turquie ?.....5

LE HDP, SYNTHESE INEDITE DANS LE PAYSAGE POLITIQUE TURC..... 8

Un parti marqué par l'héritage fondamental de la cause kurde.....8

Une tentative d'appropriation du mouvement contestataire de Gezi.....11

UN PARTI QUI POURRAIT TROUVER SA PLACE DANS LA GAUCHE ALTERNATIVE EUROPEENNE .....15

La gauche alternative : une mouvance européenne qui s'élargit .....15

Les liens entre le HDP et la gauche alternative européenne.....19

La dimension régionaliste et les exemples écossais et irlandais.....22

La dualité de l'électorat, spécificité du HDP .....26

DEFINIR UNE IDENTITE CLAIRE : UN IMPERATIF POUR LE HDP.....30

La double identité du HDP : un atout devenu talon d'Achille .....31

L'heure des choix : abandon du thème identitaire ou rekurdisation ? .....35

CONCLUSION : LE HDP, REVELATEUR DES DYNAMIQUES CONTRAINTES DU CHAMP POLITIQUE TURC.....38


© Ifri

# Introduction

L'élection présidentielle du mois d'août 2014, puis les élections législatives de 2015 en Turquie ont attiré l'attention sur l'émergence d'un nouveau venu sur la scène politique : le Parti Démocratique des Peuples (HDP, *Halkların Demokratik Partisi*). Sous l'impulsion de ses deux co-présidents, Figen Yüksekdağ et surtout Selahattin Demirtaş, candidat à l'élection présidentielle de 2014 et figure charismatique désormais indissociable du parti, le HDP s'est imposé sur cet intervalle de temps comme une nouvelle force d'opposition au gouvernement islamo-conservateur du président turc, Recep Tayyip Erdoğan, et de son parti l'AKP[1].

Performance notable, le HDP a obtenu un score suffisant aux législatives pour envoyer des députés à l'Assemblée nationale turque. L'élection s'est jouée dans des circonstances particulières, un premier scrutin n'ayant pas permis en juin de dégager une majorité de gouvernement. Le vote « rejoué » le 1er novembre atteste en fait d'un recul du HDP, qui passe de 13% à 10,8% des votes[2]. Ce résultat sanctionne la fragilité intrinsèque du parti ; pourtant, il a réussi l'exploit de passer le seuil éliminatoire des 10% et s'installe ainsi officiellement dans le paysage institutionnel turc.

Alors que ce résultat spectaculaire a attiré l'attention de toute la presse turque et, plus largement, de l'ensemble des commentateurs internationaux, le HDP demeure une énigme politique. Il incarne une expérience nouvelle sur la scène turque aussi bien qu'européenne, d'où la difficulté à le catégoriser et même, plus simplement, le définir. Une incertitude qui semble du reste traverser

1. Le Parti de la Justice et du Développement (AKP, *Adalet ve Kalkınma Partisi* en turc), d'inspiration islamique, économiquement libéral et socialement conservateur, dirige la Turquie depuis 2002.
2. Les résultats des élections législatives de novembre 2015, ainsi que de celles de juin, sont consultables sur le site internet du quotidien *Yeni Şafak*. Une infographie précise y récapitule les scores des principaux partis à l'échelle nationale, ainsi que dans chaque district et province : http://www.yenisafak.com/secim-2015-kasim/secim-sonuclari (dernière consultation: 21 novembre 2015). L'ensemble des statistiques électorales présentées dans cet article sont tirées de cette infographie.


© Ifri

le parti lui-même, encore en recherche d'une identité précise. La comparaison avec d'autres mouvements européens peut-elle aider à le classer sur l'échiquier politique, à comprendre son (ou ses) moteur(s) idéologique(s) et à anticiper des scénarios d'avenir ?

## *Le HDP, un mouvement pro-kurde comme les autres ?*

Outsider remarqué, le HDP est en fait né de la volonté d'une multitude de partis et d'associations proches de la gauche contestataire de se rassembler au sein d'une structure politique à vocation électorale. Ces divers acteurs se sont réunis au sein d'un Congrès démocratique des peuples (HDK, *Halkların Demokratik Kongresi* en turc), ouvert le 15 octobre 2011, qui a débouché le 15 octobre 2012 sur la fondation d'un nouveau parti. Or, au printemps suivant, le mouvement dit « de Gezi » a révélé l'existence d'une frange contestataire et progressiste active au sein de la société civile turque, courant auquel le nouveau parti va progressivement s'associer. Le 28 avril 2014, le principal parti pro-kurde de Turquie, le Parti de la Paix et de la Démocratie (BDP, *Barış ve Demokrasi Partisi* en turc), fait le choix de fusionner avec le HDP, dont il devient alors la principale composante. Dès lors, le HDP assume l'héritage du BDP et s'affiche comme la principale force pro-kurde du pays.

En soi, l'existence d'un parti kurde, ou plutôt d'un mouvement défendant les revendications politiques, sociales et culturelles des Kurdes[3] de Turquie n'est pas une nouveauté. C'est plutôt le ralliement de la mouvance identitaire kurde à une tendance légaliste *mainstream* qui attire ici l'attention, le HDP s'inscrivant *a priori* dans la

3. Locuteurs d'une langue indo-iranienne, très distincte du turc comme de l'arabe, les Kurdes se disent descendants des Mèdes, un peuple qui aurait connu l'apogée de sa puissance au cours du 1er millénaire avant Jésus-Christ avant de passer sous domination arabe, persane et ottomane. La formation d'États-nations modernes au début du XXe siècle a fragmenté leur territoire historique entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran. En dépit de vagues promesses d'autonomie faites lors du traité de Sèvres (1920), aucun État kurde indépendant n'a pu se constituer depuis. La communauté kurde numériquement la plus importante se trouve en Turquie. Les statistiques ethniques n'y ayant plus cours depuis 1965, il est difficile d'y évaluer leur nombre mais la plupart des estimations tournent autour de 20 ou 25% de la population totale, ce qui représenterait de 10 à 20 millions d'âmes. Le n° 88 de la revue *Qantara* a consacré un dossier illustré aux Kurdes à l'été 2013 (« Les Kurdes : un peuple sans État ») ; voir également le n°2 de *Politique Etrangère* à l'été 2014 (dossier « Kurdistan(s) et le n° 26 de *Moyen-Orient*, au printemps 2015 (« Kurdistan(s) : Une nation, des États »).



© Ifri

ligne d'une politisation pacifique de cette question séculaire. La structure la plus emblématique, la plus puissante et probablement la plus connue hors de Turquie, portant ces thématiques depuis les années 1980 est en effet le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, *Partiya Karkerên Kurdistan* en kurde)[4], qui mène contre l'État turc une guérilla sanglante entrecoupée de trêves, visant initialement à obtenir l'indépendance, revendication qui a mué au début des années 2000 en une demande d'autonomie élargie, pour les régions kurdes du sud-est de la Turquie – le « Kurdistan turc ». Le PKK est actuellement classé sur la liste des organisations terroristes de la Turquie, mais également des États-Unis, du Canada et de l'Union Européenne[5] ; c'est un mouvement armé violent, agissant dans la clandestinité. Toutefois, l'essoufflement du combat armé et la libéralisation progressive du marché politique en Turquie ont autorisé l'apparition, au cours des quinze dernières années, d'alternatives politiques à cette lutte armée autonomiste. Le HDP n'est donc que le dernier d'une longue série de partis ayant défendu les revendications kurdes dans l'arène politique.

## *Un porte-voix nouveau du progressisme contestataire en Turquie ?*

Sa spécificité tient donc à son ancrage affiché dans un moule idéologique plus large, au sein duquel la cause kurde n'apparaît plus comme le seul élément fédérateur, mais serait plutôt présentée comme une thématique progressiste parmi d'autres. Très révélateurs à cet égard ont été les commentaires médiatiques consécutifs à l'entrée du parti au Parlement, en juin 2015 : bien davantage qu'aux autres mouvements ou partis kurdes des pays voisins, c'est à *Syriza*, le parti de gauche alternative et anti-austérité au pouvoir en Grèce, qu'il a immédiatement été comparé. Le rapprochement a aussi été appliqué aux leaders respectifs des deux partis, Selahattin Demirtaş se voyant régulièrement surnommé le « Tsipras kurde »[6]. Les

4. Fondé en 1978, le PKK se revendiquait originellement du marxisme-léninisme. Sous l'impulsion de son leader Abdullah Öcalan, il adopte dans les années 1980 une ligne nationaliste kurde et se lance dans la lutte armée en 1984. La capture de son chef en 1999 et sa détention depuis sur l'île d'İmralı ne l'ont pas empêché de poursuivre ses activités clandestines.
5. Le PKK a caressé l'espoir, après l'engagement de sa filière syrienne contre l'État Islamique, de voir l'Union Européenne le retirer de cette liste.
6. Par exemple par GERCEK Burçin dans son article « Législatives en Turquie. Demirtaş, le «Tsipras kurde» qui fait peur à Erdogan » in *Ouest-France*, 7 juin 2015, ou bien encore par le journaliste italien DE GIOVANNANGELI Umberto, dans son



© Ifri

différences entre les deux partis sont pourtant notables et visibles : *Syriza* ne milite pas spécialement pour les minorités ; il fait surtout campagne sur la légitimité des mesures d'austérité imposées par l'Union européenne, question éloignée des préoccupations du HDP. Mais ce dernier est, de façon plus générale, régulièrement analysé au prisme des mouvances alternatives de gauche qui émergent en Europe depuis la crise économique de 2008, qu'il s'agisse de *Syriza* en Grèce, de *Podemos* en Espagne ou des *Indignati* italiens. Ce rapprochement se construit depuis le mouvement de Gezi, cette contestation qui a ébranlé le pouvoir turc tout au long du mois de mai 2013, fortement impressionné les opinions internationales et été largement étudiée par les politistes bien au-delà de la Turquie[7].

Notons que le militantisme kurde traditionnel n'avait pas rejoint cette contestation porteuse de revendications nouvelles : les mouvements kurdes ont été très discrets pendant toute la durée des manifestations, conduisant même une partie des contestataires à les accuser de développer un « agenda caché » derrière un discours de gauche[8]. En rejoignant plus tard le sillon de Gezi, Selahattin Demirtaş et son parti ont donc brouillé les repères politiques turcs traditionnels. Le HDP se présente maintenant comme une entité d'un genre nouveau, qui ne correspond guère aux classifications jusque-là admises en Turquie, et se voit même difficile à classer sur le spectre politique européen ou moyen-oriental. Pourtant, cette incertitude

---

article « Elezioni Turchia: Selahattin Demirtas, lo Tsipras turco che sfida Erdogan » in *Huffington Post* (Italie), 6 juin 2015.

7. La contestation est née de modestes manifestations protestant contre la destruction annoncée du parc stambouliote de Gezi au profit de la construction d'un vaste centre commercial. Face à la violence de la répression gouvernementale, le mouvement a gagné en ampleur et rassemblé plusieurs milliers de Turcs dans le parc même, puis plusieurs millions dans plusieurs grandes villes du pays. Au-delà de l'avenir du parc, ceux-ci se mobilisaient pêle-mêle contre l'autoritarisme de Recep Tayyip Erdoğan, contre le tournant réactionnaire du gouvernement turc, accusé de menacer la laïcité et les droits des femmes, et pour une ouverture démocratique et progressiste. Si la violente répression policière a fini par disperser le mouvement, ce dernier a profondément marqué la société turque. Pour une analyse approfondie du contexte qui a vu émerger le mouvement, on recommandera l'ouvrage collectif dirigé par AKAGÜL Deniz, BILICI Faruk, KAZANCIGIL Ali : *La Turquie, d'une révolution à l'autre*. Paris : Fayard, 2013, 352 p. Sur le mouvement de Gezi en lui-même, voir KOC Guenes, *Another Brick in the Barricade: The Gezi Resistance and Its Aftermath.* Vienne : Wiener Verlag fuer Sozialforschung, 2015, 328 p. Voir aussi GÜRSEL Kadri, « Gezi resistance anniversary recalls impact on Turkey » in *Al Monitor*, 29 mai 2014.

8. Voir les témoignages rapportés dans KRAJESKO Jenna, « In Taksim Square, where are the Kurds? » in *The New-Yorker*, 11 juin 2013. Consultable en ligne au lien suivant: http://www.newyorker.com/news/news-desk/in-taksim-square-where-are-the-kurds (dernière consultation: 7 janvier 2016).



© Ifri

même s'insère bien dans une dynamique historique et sociologique turque. Tâcher de définir ce qu'est aujourd'hui le HDP et de saisir les grandes mouvances politiques auxquelles il se rattache peut nous aider à éclairer l'évolution politique turque récente.

Il faut pour cela comprendre d'abord l'origine hybride du HDP, qui reste porteur d'une double identité. Héritier d'un combat autonomiste kurde inscrit dans l'histoire de la Turquie, il est en même temps porteur des nouvelles aspirations contestataires et progressistes accouchées par la crise en Europe dans les années 2010. Ce n'est qu'une fois comprise et admise cette hybridation, et la persistance de cette dualité, que l'on peut tenter de situer le HDP, et admettre aussi les difficultés que cette nature duale impose au parti. Les élections de novembre 2015 ont été à cet égard un test brutal : dans un contexte d'accentuation des tensions identitaires, mais aussi de gestation de nouvelles tensions de classe en Turquie, le HDP est travaillé et travaille lui-même à un équilibre délicat, qui peut menacer son existence même.



© Ifri

# Le HDP, synthèse inédite dans le paysage politique turc

Le HDP est le produit inédit d'une histoire politique turque dans l'ensemble riche et agitée. Son émergence peut être vue comme le résultat d'une vraie rupture datant du mouvement protestataire de Gezi. Réunissant originellement des militants hostiles à la destruction du parc éponyme, le mouvement en question s'était progressivement transformé en contestation générale de la politique de l'AKP et de l'autoritarisme de Tayyip Erdoğan. Il a ainsi fédéré des luttes diverses, autour de thématiques dont certaines – l'écologie au premier chef, étaient relativement nouvelles en Turquie. L'inscription de ces thématiques dans une contestation d'une ampleur inédite sous l'AKP a marqué les consciences ; le HDP en est aujourd'hui le résultat le plus visible. Pourtant, ce parti a avant tout pour socle un combat bien plus ancien, celui des mouvements autonomistes ou indépendantistes kurdes face à l'État turc.

## *Un parti marqué par l'héritage fondamental de la cause kurde*

Le traité de Lausanne (1923), qui marquait la reconnaissance internationale de la nouvelle République turque, passait totalement sous silence la question des Kurdes, minorité ethnique non reconnue par le pouvoir kémaliste, et dont les tentatives d'affirmation identitaire ont été par la suite impitoyablement réprimées[9]. Plusieurs décennies durant, la construction de l'État-nation kémaliste aura pour corollaire la négation totale de l'identité kurde – ou de toute minorité pouvant mettre en danger la cohésion de la jeune république. À la fin des années 1950, des mouvements kurdes avaient demandé la reconnaissance d'une certaine spécificité culturelle. Ils avaient été

9. PÉROUSE Jean-François, « Reposer la "question kurde" » in VANER Semih (dir.), *La Turquie*. Paris : Fayard, 2005, p. 357-387.


© Ifri

sanctionnés, un certain nombre de leurs leaders et partisans finissant devant les tribunaux[10]. S'il n'existait aucun parti kurde à l'époque, certains partis de gauche marxiste nouvellement légalisés reprenaient à cette époque leurs revendications égalitaristes. C'est ainsi que le Parti Ouvrier de Turquie (TIP, *Türkiye İşçi Partisi* en turc) s'est fait le porte-parole des Kurdes, opprimés au même titre que les prolétaires, et s'est battu pour la reconnaissance de leur identité culturelle.

Le PKK a été la première grande structure à se positionner ouvertement, non seulement en faveur de la reconnaissance culturelle des Kurdes, mais également pour leur indépendance (avant de parler d'autonomie). Il s'appuyait lui aussi, à l'origine, sur une base marxiste-léniniste. On retrouve ainsi une certaine continuité au sein des mouvements pro-kurdes qui tous, jusqu'au HDP, se sont inscrits dans la grille idéologique de la gauche anticapitaliste. Toutefois, il s'agissait davantage pour le PKK d'une vulgate marxiste destinée à donner une façade doctrinale à une lutte avant tout territoriale – et à s'assurer accessoirement le soutien de l'Union Soviétique. Le PKK choisit la voie de la violence contre l'État dans un pays marqué par le coup d'État de 1980. Il déclenche la lutte armée en 1984, et pratique non seulement des actions de guérilla classique contre les forces militaires et policières, mais également des attaques terroristes contre des civils[11]. Le bilan conventionnellement admis de cette quasi-guerre est de près de 40 000 morts en trois décennies.

Il a fallu attendre l'essoufflement de la lutte armée et une accalmie démocratique au tournant du siècle pour voir émerger des alternatives politiques à la lutte armée du PKK. Progressivement sont apparus des partis cherchant à porter la cause kurde sur un plan politique, et de manière pacifique. Une tâche d'autant plus ardue que ces partis étaient confrontés tout à la fois à des interdictions récurrentes, et à la difficulté d'entrer au Parlement – seuls les partis franchissant le seuil très élevé de 10% des voix à l'échelle nationale y étant représentés. Ont ainsi existé le Parti de la Démocratie (DEP, *Demokrasi Partisi* en turc), fondé en 1993 et interdit l'année suivante, le Parti de la Démocratie du Peuple (HADEP, *Halkın Demokrasi Partisi* en turc), fondé en 1994 et dissout en 2003, le Parti

10. BOZARSLAN Hamit, *Histoire de la Turquie : de l'Empire à nos jours*. Paris : Tallandier, 2013, p. 449-450.
11. Le rapport d'Amnesty International pour la Turquie en 1997 accusait ainsi le PKK de nombreuses exactions contre des populations civiles, notamment de meurtres. Le rapport est consultable (en anglais) via le lien suivant : http://www.refworld.org/docid/3ae6a9f12c.html (dernière consultation: 10 novembre 2015).



© Ifri

Démocratique du Peuple (DEHAP, *Demokratik Halk Partisi* en turc), fondé en 2002 et devenu en 2005 le Parti de la Société Démocratique (DTP, *Demokratik Toplum Partisi*), lui-même dissous en 2009[12]. Ces interdictions successives sont le fait de la Cour constitutionnelle turque, qui reprochait aux partis concernés soit leur utilisation du terme « Kurdistan » (ce qui est interdit par la Constitution turque de 1982), soit des liens supposé avec le PKK, via l'organe central du parti ou ses excroissances[13]. Ces partis pro-kurdes, héritiers les uns des autres, ont pour caractéristique commune de faibles scores électoraux, concentrés dans le sud-est du pays. Ils ne parviennent pas à entrer au Parlement autrement que par le biais de candidatures indépendantes : en effet, la Constitution stipule que seul un parti obtenant plus de 10% des voix à l'échelle nationale peut avoir une représentation parlementaire. Cet obstacle ne s'applique pas aux candidats indépendants, qui peuvent obtenir un siège s'ils font un score suffisamment élevé dans leur circonscription. Jusqu'en 2015, ce sont donc des candidatures indépendantes que les partis kurdes ont soutenues, craignant de ne pas pouvoir obtenir 10% des votes turcs – les députés ainsi élus de façon isolée se regroupant ensuite au Parlement.

L'ancêtre le plus direct du HDP, et dernier de cette lignée de partis kurdes, est le BDP, fondé en 2008. Le BDP avait déjà adopté certaines des thématiques progressistes aujourd'hui mises en avant par le HDP. Il a notamment été le premier grand parti de Turquie à demander la reconnaissance du génocide arménien et la légalisation du mariage homosexuel. En un sens, l'élargissement du militantisme kurde à un progressisme social et sociétal était donc déjà en germe du temps du BDP ; mais sa base idéologique restait la libération des Kurdes.

La prise en compte de cet héritage kurde est essentielle pour comprendre aujourd'hui le HDP. Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, les actuels co-présidents, ont pris la tête du parti après la fusion avec le BDP, en juin 2014, remplaçant Ertuğrul Kürkçü et Sebahat Tuncel[14], et c'est bien la co-présidence d'un parti pro-kurde

12. La dissolution du DTP a été sanctionnée le 12 janvier 2016 par la Cour européenne des droits de l'Homme, qui a condamné la Turquie à verser un total de 37 500 euros de dédommagement à trois anciens responsables du parti, considérant qu'elle avait violé la liberté d'association. Ankara peut encore faire appel de cette décision.

13. « La cour constitutionnelle turque dissout le principal parti pro-kurde » in *Le Monde*, 11 décembre 2009.

14. La co-présidence d'Ertuğrul Kürkçü et Sebahat Tuncel préfigurait par bien des aspects le caractère dual qu'était appelé à prendre le HDP. Alors que le premier est



© Ifri

avant tout qu'ils ont assumée. D'ailleurs, si Figen Yüksekdağ est d'abord une militante socialiste et féministe, l'avocat Selahattin Demirtaş n'est pour sa part pas étranger à l'activisme kurde. Né dans une famille de culture zaza[15], son parcours personnel l'a progressivement rapproché de la cause kurde. Il a baigné dans sa jeunesse dans cette culture politique – son propre frère ayant été condamné à la prison pour appartenance au PKK, et longtemps milité dans des mouvements de défense des droits de l'Homme mobilisés sur le sort des Kurdes. Tant dans sa généalogie organisationnelle que par l'engagement personnel de son leader, le HDP est donc bien le principal héritier de la mouvance pro-kurde en Turquie. S'il apparaît comme original, c'est qu'à cette cause vieille de près d'un demi-siècle, il a agrégé de nouveaux thèmes et de nouvelles formes de combat politique, réalisant une synthèse inédite.

## *Une tentative d'appropriation du mouvement contestataire de Gezi*

À l'image de l'ensemble du spectre politique turc, le HDP a été profondément marqué par le mouvement de Gezi et les grandes manifestations qui ont mis en cause l'autoritarisme et le conservatisme du gouvernement AKP au mois de juin 2013. Ce sursaut contestataire spontané a mobilisé des acteurs et émis des revendications d'une grande diversité. Des micro-partis marxistes, des militants laïcs et kémalistes affiliés au parti de tradition kémaliste CHP[16], des acteurs de la société civile, des mouvements alévis, des associations écologistes, des syndicats divers, des clubs de supporters de football et même quelques rares militants du très

---

un militant historique de la gauche marxiste, compagnon notamment de Deniz Gezmiş, jeune communiste pendu suite au coup d'État de 1971, la seconde s'est distinguée par son militantisme kurde, qui lui a notamment valu d'être emprisonnée en 2006 suite à des visites à des camps du PKK en Irak.

[15] Le zaza est une langue indo-iranienne cousine du kurde, parlée par près de deux millions de locuteurs essentiellement au centre-est de l'Anatolie. Elle ne présente qu'un taux limité d'intercompréhension avec le kurde auquel elle est pourtant parfois assimilée, en raison de structures communes.

16. Le Parti Républicain du Peuple (CHP, *Cumhuriyet Halk Partisi* en turc) est le plus grand parti d'opposition turque. Revendiquant un héritage kémaliste, il n'a pas officiellement participé au mouvement de Gezi, mais a dénoncé sa répression par le gouvernement.



© Ifri

nationaliste MHP[17] ont ainsi fait cause commune quelques semaines, avant que la répression gouvernementale ne mette un terme au mouvement. Cette remarquable mosaïque a cependant délivré un message global, ne relevant pas d'une idéologie consolidée, mais exprimant un refus général : refus de l'autoritarisme gouvernemental et des violences policières ; refus d'une société capitaliste basée sur la seule consommation ; refus du conservatisme religieux prôné par l'AKP[18]. Un message accompagné de demandes plutôt originales dans le débat politique turc, avec une attention nouvelle portée à l'écologie, au sort des femmes, aux droits des minorités, et le souhait d'une parole citoyenne plus respectée. On a donc pu y voir, face à un État qui se rigidifie aux mains d'un parti hégémonique, l'émergence d'une société civile libertaire, progressiste, contestataire, inaudible en Turquie depuis les années 1980, au point que son existence paraissait remise en cause[19].

Cependant, si Selahattin Demirtaş et le HDP ont repris beaucoup des sujets mis sur la place par les contestataires de Gezi, on ne peut les désigner eux-mêmes comme les héritiers directs du mouvement[20]. Sur le moment, la contestation de Gezi a même pu paraître s'opposer indirectement aux intérêts des Kurdes : elle a éclaté alors que les négociations de paix entre le gouvernement turc et le PKK venaient de commencer**,** et nombre de contestataires ont relevé sur le moment l'indétermination ou l'ambivalence des Kurdes vis-à-vis du mouvement[21]. En affaiblissant le gouvernement turc, Gezi pouvait remettre en cause le processus de paix ; et si la mobilisation a été massive dans les grandes villes de l'Ouest, elle n'a eu qu'un faible écho dans les régions kurdes. Le 7 juin, Abdullah Öcalan, leader emprisonné du PKK, envoyait depuis İmralı un message de soutien aux manifestants, dans lequel il affirmait également sa crainte de voir le soulèvement récupéré par… les

17. Parti d'Action Nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi* en turc). La présence de certains de ses membres dans les manifestations de Gezi a été rapportée à l'auteur par des participants au mouvement.
18. AKAGÜL Deniz, BILICI Faruk, KAZANCIGIL Ali, *op. cit.* p. 336-337.
19. CORMIER Paul, « La gauche en Turquie : une histoire fragmentée », Paris : IFRI, *Notes franco-turques* n°11, consultable en ligne au lien suivant : http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_cormierfinal.pdf
(dernière consultation: 21 novembre 2015).
20. Sur ce qui sépare le mouvement de Gezi du HDP, voir BETTONI Dimitri, « Gezi and the HDP: A wedding never celebrated » sur *Osservatorio Balcani e Caucaso*, 15 juin 2015, accessible via le lien suivant :
http://www.balcanicaucaso.org/eng/Regions-and-countries/Turkey/Gezi-and-the-HDP-a-wedding-never-celebrated-162227
(dernière consultation: 19 septembre 2015).
21. KRAJESKO Jenna, *art. it*.



© Ifri

nationalistes turcs. Il n'en fallait pas plus pour renforcer l'idée que les responsables kurdes, occupés à marchander leur sort politique avec l'AKP, avaient opté pour une participation minimale aux manifestations. Parmi les manifestants de Gezi, peu ont revendiqué leur appartenance au HDP et au BDP – il en est d'ailleurs de même pour le CHP, pourtant premier parti d'opposition. Le terrain était davantage occupé par une myriade de petits partis de gauche anticapitaliste, d'inspiration marxiste, écologiste ou anarchiste, d'un poids politique global très faible. Certains, comme le Parti du Travail (*Emek Partisi*) ou le Parti du Futur de la Gauche et des Verts (*Yeşiller ve Sol Gelecek Partisi*), ont fait partie de la plateforme qui a accouché du HDP ; mais ce dernier, en tant que parti, n'a pas assumé de rôle de meneur des contestations. Et s'ils ont exprimé leur sympathie aux manifestants au cours de plusieurs interventions publiques, ni Selahattin Demirtaş ni Figen Yüksekdağ n'ont effectivement rejoint leurs rangs.

Le choix du HDP de reprendre dans son programme, par la suite, les thèmes de mobilisation de Gezi, relève donc selon toute probabilité d'un calcul d'opportunité stratégique. Conscient de l'existence d'une aspiration inaboutie, le parti a choisi d'offrir un débouché politique aux contestataires de Gezi en recherche d'un nouveau modèle. Les candidatures présentées par le HDP aux élections législatives de juin 2015 illustrent ce choix. Deux éléments ont particulièrement retenu l'attention des médias turcs et étrangers. Premièrement, la forte proportion de femmes parmi les candidats, à hauteur de 50%, ce qui fait du HDP le parti le plus paritaire du pays – une tendance du reste déjà esquissée au cours des décennies précédentes par les partis kurdes, présentant traditionnellement plus de candidatures féminines que les autres partis[22]. Deuxièmement, la mise en avant de profils issus des minorités dans toutes les acceptions possibles du terme, qu'il s'agisse de Kurdes bien sûr, mais également d'Arméniens, de Yézidis ou d'homosexuels[23]. Tout

22. Sous l'impulsion d'Abdullah Öcalan, le PKK a développé un discours se voulant féministe, associant la libération de la femme kurde à l'idéal d'indépendance nationale. La réalité de ce féminisme peut être nettement nuancée, mais il n'en a pas moins eu une réelle influence sur l'ensemble de la sphère politique kurde, qui se positionne sur un discours d'émancipation des femmes. Pour une analyse plus détaillée de cet affichage féministe et des limites de son application en pratique, voir le mémoire de Master de GUILLEMET Sarah, « Quand discours et pratique ne font pas 'bon ménage' : le mythe des rapports sociaux de sexe égalitaires à l'épreuve du quotidien, dans la diaspora kurde de Turquie (2000-2014) ». (Mémoire, Institut d'Études Politiques de Bordeaux, 2015).

23. Un des candidats du HDP, Garo Paylan, d'origine arménienne, a été élu député le 1er novembre 2015. S'il n'est pas le seul député turc issu de cette minorité (deux autres ont été élus, sous étiquettes CHP et AKP), il s'est fait connaître par son



© Ifri

aussi significative est l'origine militante de ces candidats, souvent issus de la société civile, piochés par exemple parmi les activistes des droits de l'Homme. Leur âge était également moins élevé que dans les autres partis. Les candidatures HDP se voulaient donc représentatives de la communauté de Gezi.

On ne doit cependant pas interpréter ces choix comme un simple opportunisme électoral. Le profil des cadres du HDP, la structure des partis et associations qui ont convergé pour le former et la personnalité de Selahattin Dermitaş laissaient présager une telle évolution, le contexte de Gezi ayant joué le rôle de catalyseur. Parmi les fondateurs du parti, beaucoup viennent d'associations de défense des droits de l'Homme, féministes ou écologistes, ou bien encore de mouvements marxistes[24]. Ainsi d'Ertuğrul Kürkçü, traducteur de Karl Marx et militant communiste de longue date, qui a assuré la co-présidence du parti de 2013 à 2014 ; d'Ali Atalan, militant pro-kurde également engagé au sein des écologistes allemands ; ou encore d'Abdullah Levent Tüzel, avocat et militant des droits de l'Homme. Selahattin Demirtaş lui-même est à l'origine de la section d'Amnesty International de Diyarbakır. En tant qu'avocat il a consacré sa carrière aux droits de l'Homme, ce qui inclut la défense des militants kurdes mais dépasse largement l'engagement strictement autonomiste ou identitaire.

Le HDP se présente ainsi comme un parti hybride, héritier de la cause kurde mais tourné vers des thématiques politiques encore peu explorées en Turquie. Il permet l'expression combinée de deux mouvances, kurde et progressiste de gauche, qui peinaient jusque-là à se faire entendre, la première en raison des obstacles légaux régulièrement posés à son existence, la seconde parce que scindée en micro-partis sans audience. Cet assemblage inédit déroute les commentateurs turcs, peu habitués à ce qu'un grand parti propose une telle synthèse, et qui s'avèrent dès lors en peine d'identifier précisément la nature du HDP.

---

militantisme de longue date en faveur de la cause arménienne. Le HDP a également fait élire deux députés d'origine yézidie (Felekna Uca, ancienne députée européenne des Verts allemands, et Ali Atalan) et un avocat syriaque (Erol Dora). Par ailleurs, le parti présentait trois candidats ayant déclaré et assumant leur homosexualité, dont Barış Sulu à Eskişehir ; ce dernier s'était fait connaître pour avoir déposé une demande en mariage avec son compagnon, qui lui avait été refusée. Aucun de ces trois candidats n'a toutefois été élu.

24. LEPESKA David, « Ghosts of Gezi Park » sur *Al-Jazeera* en ligne, 2 juin 2015, consultable en ligne au lien suivant : http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2015/05/erdogan-gezi-park-elections-turkey-150531084840828.html (dernière consultation: 11 septembre 2015).



© Ifri

# Un parti qui pourrait trouver sa place dans la gauche alternative européenne

Nouveauté sur la scène politique turque, le HDP ne l'est peut-être pas dans un contexte européen plus large. Les dernières années ont en effet vu apparaître et se développer en Europe toute une série de mouvements construits sur la défense de thématiques proches de celles de Gezi. Sans délaisser la cause kurde, le HDP essaie justement de s'agréger à cette mouvance européenne plus vaste et d'y tisser des liens. De telles approches ne sont pas nouvelles : en Europe, plusieurs mouvements porteurs de causes régionales se sont aussi convertis aux concepts développés par la gauche alternative et contestataire. On peut y trouver des équivalences ou des phénomènes comparables au HDP, permettant de mieux comprendre son cheminement ou même d'anticiper ses évolutions.

## *La gauche alternative : une mouvance européenne qui s'élargit*

Depuis la crise financière de 2008, plusieurs pays de l'Union européenne ont vu s'affirmer une nouvelle composante politique se revendiquant de la gauche, antilibérale et sociale. Si sa jeunesse et la diversité de ses acteurs la rendent difficile à définir, il est cependant assez fréquent de parler d'une gauche alternative[25] européenne. Cette mouvance se situe en effet à la gauche du spectre politique,

25. ESCALONA Fabien, « La gauche alternative au défi du 'diktat' européen » in- *Médiapart*, 23 juillet 2015 ; BOT Olivier, « Syriza et Podemos, les faux frères de la gauche alternative européenne » in- *La Tribune de Genève*, 30 janvier 2015 ; MOREL Sandrine, « En Espagne, le parti de la gauche alternative Podemos se prépare à gouverner », in- *Le Monde*, 18 décembre 2015 ; SIRAUD Mathilde, « La gauche alternative française réunie pour soutenir Syriza » in- *Le Figaro*, 18 janvier 2015.


© Ifri

tous ses représentants se revendiquant comme tels. Son rejet du modèle libéral-capitaliste (qui s'est notamment traduit par une hostilité aux politiques d'austérité prônées par les institutions européennes) et sa défense d'un modèle sociétal progressiste (droit au mariage des couples homosexuels, accueil des populations immigrées...), correspondent à deux des éléments de définition de la gauche selon Raymond Aron : l'« égalité contre les privilèges de la naissance et de la richesse» et la « liberté contre l'arbitraire des pouvoirs[26] ». Il s'agit en outre d'une mouvance alternative, car en rupture avec les sociaux-démocrates et la gauche parlementaire traditionnelle, dite « de gouvernement », mais qui ne se réinstalle pas pour autant dans l'orthodoxie marxiste : elle accepte l'économie de marché et recherche l'amélioration du système par les réformes plutôt que par la révolution. Un mouvement européen enfin, tout à la fois par les thématiques qu'il porte (rejet de la politique économique prônée par les institutions de l'UE) et par son implantation géographique (essentiellement les pays de l'Union Européenne frappés par la crise économique, et particulièrement l'Europe méridionale, dite méditerranéenne : Grèce, Espagne, Italie et dans une moindre mesure France et Portugal). Il est difficile de citer tous les mouvements qui composent cette famille politique en évolution permanente ; une dizaine d'entre eux seulement pèse au niveau national. Deux en particulier ont acquis une vraie notoriété, principalement en raison de leurs succès électoraux. Le premier, *Syriza*, issu d'une alliance de partis marxistes, écologistes et socialistes, a remporté en Grèce les élections législatives du 25 janvier 2015 et pris la tête du pays, en coalition avec le petit parti souverainiste des Grecs Indépendants (*Anexártiti Éllines*). Son dirigeant, Alexis Tsipras, s'est présenté comme le défenseur des intérêts du peuple grec face aux plans d'austérité voulus par l'Eurogroupe. Sa popularité a atteint des sommets lorsqu'il a soumis l'un de ces plans d'austérité à référendum, le texte ayant été rejeté selon ses vœux par près de 60% des électeurs le 5 juillet 2015. Tsipras a toutefois cédé à la pression de l'Eurogroupe et accepté le 13 juillet suivant un plan d'austérité similaire à celui qui avait été

26. ARON Raymond, *L'Opium des intellectuels*. Paris : Fayard, 2010 (1ère édition : 1955), 352 p. Pour une approche plus moderne et moins polémique de la gauche, on recommandera l'ouvrage de JULLIARD Jacques, *Les gauches françaises : 1762-2012 : Histoire, politique et imaginaire*. Paris : Flammarion, 2012, 940 p. La pertinence des termes de « gauche » et « droite » a été de plus en plus contestée au cours des dernières décennies, en particulier en Europe où de nouveaux enjeux et débats semblaient les rendre obsolètes. Ces termes sont donc ici utilisés tels qu'ils ont été traditionnellement définis par la sociologie politique française de la seconde moitié du XXe siècle.



© Ifri

rejeté par la majorité des Grecs, perdant ainsi de son aura contestataire[27]. Cela n'a pas empêché Syriza de remporter de nouveau les législatives anticipées du 20 septembre, devenant *de facto* le seul parti de cette nouvelle mouvance apparemment en mesure de s'installer durablement au pouvoir. Le deuxième mouvement qui a occupé les unes, *Podemos,* dirigé par Pablo Iglesias Turrión**,** est la traduction politique d'un manifeste d'intellectuels de la gauche espagnole en réaction à la crise économique très sévère qui a touché l'Espagne. Ce parti a réalisé de belles percées électorales aux élections européennes de 2014, puis municipales et régionales de 2015. D'autres formations, qui ne se sont pas toutes constituées en partis politiques, peuvent être rangées dans cette famille de la gauche alternative européenne ; c'est le cas du mouvement des Indignés, actif en Espagne (*Indignados*) ou en Italie (*Indignati*) ; du Front De Gauche et de ses partenaires en France ; ou du parti *Die Linke* en Allemagne. Le nouveau chef du Parti Travailliste britannique, Jeremy Corbyn, affiche également des positions très proches de cette famille politique[28]. C'est aussi le cas du chef du Parti Socialiste et Premier Ministre portugais, Antonio Costa ; ayant obtenu une majorité relative aux élections législative du 4 octobre 2015, il a conclu des accords de soutien sans participation avec le Bloc de Gauche (*Bloco de Esquerda*) et la Coalition Démocratique Unitaire (*Coligação Democrática Unitária*, composée des Verts et des communistes), ce qui lui a permis de former un gouvernement le 26 novembre, en échange d'un adoucissement des politiques d'austérité (fin du gel des retraites et hausse du salaire minimum).

Cette nouvelle gauche européenne s'incarne en réalité dans trois grands types de mouvements. Il y a tout d'abord des rassemblements devenus des partis politiques au sens traditionnel du terme, qui poursuivent un combat prioritairement électoral et sont dirigés par un leader clairement identifié. *Syriza* serait le prototype de

27. On peut lire le témoignage de Katerina Thanapoulou, membre de Syriza et hostile à l'accord signé par Aléxis Tsipras, dans l'article de LÉAUTHIER Alain, « "Tsipras a oublié les pauvres, c'est une faute impardonnable" » in- *Marianne*, 20 septembre 2015. Voir aussi LAMOTHE Jérémie, « Grèce : Mélenchon rompt avec Aléxis Tsipras » in- *Libération*, 24 août 2015 ; DE BONI Marc, « La gauche radicale déchante sur le cas Tsipras » in- *Le Figaro*, 17 juillet 2015.

28. SWIDLICKI Pawel, « What are the implications of Corbyn's win for the EU debate and referendum campaign? » sur le site *Open Europe*, 12 septembre 2015. Consultable en ligne au lien suivant: http://openeurope.org.uk/blog/what-are-the-implications-of-corbyns-win-for-the-eu-debate-and-referendum-campaign/ (dernière consultation : 8 janvier 2016). BERNARD Philippe, « Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn sera-t-il le sauveur ou le fossoyeur du Labour ? » in- *Le Monde*, 11 septembre 2015.



© Ifri

cette catégorie, son chef Alexis Tsipras ayant su en faire une vraie machine de guerre électorale. C'est également le cas du Front De Gauche, rassemblé en France derrière la figure de Jean-Luc Mélenchon, et composé pour l'essentiel des deux grandes structures que sont le Parti De Gauche et le Parti Communiste. C'est aussi dans cette catégorie que l'on pourrait placer le HDP, parti clairement mobilisé sur les échéances électorales et mené par Selahattin Demirtaş qui s'est révélé être un véritable leader charismatique – à ceci près qu'il partage théoriquement son leadership avec une co-présidente. Un second type de formations, également né de rassemblements contestataires, se compose de mouvements citoyens qui revendiquent un caractère politique et électoral bien moins affirmé, mais qui participent activement au combat militant. L'ensemble des regroupements et petits partis et se réclamant des Indignés en serait l'exemple. Enfin, on trouve à côté de ces deux grands types de structures une myriade d'associations qui n'ont ni programme de gouvernement, ni vocation à se présenter aux élections, mais participent à au travail de théorisation idéologique de cette gauche alternative. Contrairement aux mouvements de type Indignés, ils ne sont pas directement actifs, mais exercent une influence intellectuelle sur les deux premières catégories.

Les contours idéologiques de cette mouvance restent cependant difficiles à définir en raison même de sa diversité. Les éléments qui la composent ont des visions différentes, influencées par les contextes nationaux et les héritages idéologiques. On assiste parfois à l'affrontement de plusieurs courants en leur sein même, comme ça a été le cas entre les partisans d'Alexis Tsipras et des membres de Syriza hostiles à l'accord finalement passé avec l'Eurogroupe. La cohérence de cette mouvance est faible car elle ne repose pas sur une organisation commune, mais sur la convergence de certaines luttes. Économiquement, cette gauche alternative se caractérise par le rejet des politiques libérales prévalant en Europe depuis quelques décennies ; on y trouve certes des mouvements marxistes, mais aussi d'autres qui explorent des modèles économiques nouveaux, fondés sur la décroissance[29], l'économie verte[30] ou encore un réformisme[31] plus classique. C'est le cas de

29. Évoquée par exemple dans l'article de Martine Billard, co-présidente du bureau national du Parti de Gauche, sur son blog : « Pourquoi la décroissance est incontournable ». Consultable en ligne au lien suivant : https://www.lepartidegauche.fr/articleblog/pourquoi-la-decroissance-est-incontournable-31870 (dernière consultation: 7 janvier 2016).
30. AFP, « Espagne : Podemos présente son plan d'économie verte » in- *Le Figaro*, 22 juin 2015.



© Ifri

*Syriza* et des *Indignados*, qui se distinguent en cela du Front De Gauche plus marqué par les classiques marxistes. La doctrine européenne de cette nouvelle gauche reste floue : si elle rejette l'austérité de la Commission, la plupart de ses membres restent cependant attachés à la construction européenne, et ne militent même pas pour le retour aux monnaies nationales. Sur le plan sociétal, la gauche alternative européenne s'empare des sujets étiquetés progressistes, tels que les droits des minorités, l'écologie ou le féminisme.

Au niveau institutionnel, ces partis réclament et incarnent la fusion de la société civile et des acteurs politiques. *Syriza*, *Podemos* et dans une moindre mesure le Front De Gauche (qui s'appuie toujours en partie sur l'appareil politique du PCF) ne sont pas des partis classiques, mais une fédération de mouvements politiques et d'associations, qui se sont regroupés au sein d'une plate-forme électorale sans perdre leur identité propre. Le HDP correspond aussi à ce nouveau modèle, étant lui-même originellement issu de la fusion de sept partis politiques (dont le BDP, et six autres petits partis se revendiquant tous du socialisme) et de trente-trois associations (en faveur des droits de l'homme, pro-kurdes, féministes, ou représentant les minorités alévie, homosexuelle, arménienne et pomak)[32].

## *Les liens entre le HDP et la gauche alternative européenne*

Les observateurs politiques en Turquie ont rapidement repéré la similitude de trajectoire entre les partis de la gauche alternative

---

31. Ce terme est employé de manière généralement péjorative par les anciens soutiens de Syriza, déçus par l'action l'Aléxis Tsipras. Voir par exemple VERMER Lila, « Grèce : l'impasse du réformisme » in- *Lutte Ouvrière*, 15 juillet 2015. Consultable en ligne au lien suivant : http://www.lutte-ouvriere-journal.org/2015/07/15/grece-limpasse-du-reformisme_37560.html (dernière consultation: 9 janvier 2016). Il est à noter, cependant, qu'Olivier Besancenot, leader du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), voyait dans ce réformisme un élément plutôt positif du programme de Syriza (voir HALIFA-LEGRAND Sarah, « Besancenot : Syriza, une 'opportunité colossale' pour la gauche française » in- *L'Obs*, 26 janvier 2015.)

32. La liste complète des partis et associations ayant participé au congrès fondateur du HDP peut être consultée, en turc, sur le site internet officiel du Congrès Démocratique des Peuples au lien suivant : http://www.halklarindemokratikkongresi.net/hdk/bilesenler/hdk-bileseni-kurumlar/517 (dernière consultation: 9 janvier 2016).



© Ifri

européenne, traduction politique de nouveaux mouvements contestataires, et la stratégie du HDP reprenant à son compte le discours de Gezi. Les cadres du HDP eux-mêmes ont cherché à inclure leur parti dans cette mouvance européenne et à y tisser des liens avec des partis « frères ».

Les liens entre *Syriza* et le HDP méritent attention, le parti grec étant le fer de lance de cette mouvance européenne - seul parti ayant conquis le pouvoir par une victoire électorale nette, et à l'exercer encore près d'un plus tard. Il ne faut pas sous-estimer le facteur géographique dans le rapprochement entre *Syriza* et le HDP. *Syriza* est en effet le seul parti de la gauche alternative européenne actif près des frontières de la Turquie. À cela s'ajoutent l'historique et la complexité des relations gréco-turques qui, en dépit de nombreuses frictions, n'en ont pas moins créé un lien étroit entre les deux pays. Ces éléments expliquent d'emblée la comparaison fréquente entre les deux partis, mais c'est la personnalité très proche de leurs dirigeants respectifs qui a le plus intéressé les analystes. Les deux hommes, qui ont pratiquement le même âge, sont considérés tout à la fois comme les représentants d'une nouvelle génération politique et comme le symbole de la puissance de la contestation grandissante dans leurs pays respectifs. La comparaison ne vaut semble-t-il cependant que dans un sens : c'est bien Selahattin Demirtaş qui se voit régulièrement qualifié à l'extérieur de « Tsipras turc » (ou « kurde »). Et l'on relève au contraire dans le champ politique turc des analyses tendant à dissocier les deux leaders, souvent au détriment de l'homme fort du HDP[33].

Dès février 2015, le HDP a entamé des manœuvres de rapprochement avec le parti anti-austérité grec, qui venait d'obtenir sa majorité parlementaire et de s'installer au pouvoir. Les deux co-présidents du HDP auraient alors envisagé de se rendre en Grèce, voyage qui n'a finalement pas eu lieu[34]. Peu après, *Syriza* a fait part au HDP de son soutien officiel pour les élections législatives turques[35]. Au mois de mai, un député de *Syriza* a participé au meeting du HDP à Izmir – Alexis Tsipras lui-même n'ayant pu se

33. C'est le cas par exemple de l'écrivain et député de l'AKP Orhan Miroğlu qui, dès janvier 2015, récusait sur le site du journal en ligne *Star* la comparaison faite entre les deux hommes, estimant qu'elle se limitait à leur jeune âge. Cette tribune en turc est consultable au lien suivant : http://haber.star.com.tr/yazar/tsiprasdemirtas-hdpsyriza/yazi-995198 (dernière consultation: 7 janvier 2016).
34. « HDP leaders to visit Athens after leftist Syriza's election triumph » in- *Today's Zaman*, 2 février 2015.
35. « SYRIZA'dan seçim için HDP'ye 'destek' açıklaması » in- *Radikal*, 25 février 2015.



© Ifri

déplacer. En juin, le prédécesseur de Selahattin Demirtaş, Ertuğrul Kürkçü, nouvellement élu député d'Izmir, s'est rend au Festival international de la Résistance en Grèce, à l'invitation de *Syriza*, organisateur de l'événement. La portée symbolique de ce rassemblement annuel et son intérêt en termes de socialisation sont réels : y ont participé des représentants importants de la gauche alternative européenne, comme Trevor O' Clochartaigh, sénateur du *Sinn Féin* irlandais, et même mondiale, tel Álvaro García Linera, Vice-président de la Bolivie[36]. Ce rassemblement a été l'occasion pour une délégation du HDP de rencontrer à nouveau les cadres du parti grec et de définir des points de convergences, ainsi qu'une stratégie d'entente sur les problématiques régionales[37].

Les contacts apparaissent plus ténus avec l'autre grand mouvement de la gauche alternative européenne, *Podemos*. Les causes en sont sans doute là aussi, historiques et géographiques. Aux antipodes de la Méditerranée, l'Espagne et la Turquie n'ont pas de relations particulières justifiant un intérêt réciproque poussé. Pour autant, des tentatives de rapprochement ont bien eu lieu, dans les deux sens. C'est ainsi qu'en novembre 2014, le représentant du HDP auprès de l'Union Européenne, Eyüp Doğru, a participé au congrès annuel de *Podemos*. Il est intéressant de noter qu'il a y été présenté avant tout comme un militant kurde, et que c'est cette thématique qui a été au cœur de ses interventions[38] : le parti n'échappe donc pas, même chez ses partenaires de gauche, à son image régionaliste. Lorsque le HDP est entré au Parlement en Turquie, *Podemos* a été le premier mouvement politique européen à le féliciter officiellement[39].

Quant au Parti communiste français, traditionnel soutien de la cause kurde, c'est un des alliés les plus solides du mouvement. Son secrétaire général, Pierre Laurent, s'est notamment rendu dans les régions kurdes de Turquie en septembre 2014 avec une délégation du parti, en profitant pour tisser des contacts personnels avec des cadres locaux du HDP[40]. Le parti pro-kurde tenait également un

36. Le programme et la liste des invités de l'édition 2015 de ce festival son consultables sur son site officiel: http://www.resistancefestival.gr/anakoinoseis/20-resistance-festival-invitation (dernière consultation: 2 novembre 2015).
37. « Kürkçü Atina'da 8. Uluslarası Direniş Festivali'ne katıldı » in- *Evrensel*, 22 juin 2015.
38. Un compte-rendu de cette rencontre est disponible en ligne sur le site français du HDP, au lien suivant : http://fr.hdpeurope.com/?p=1199 (dernière consultation : 22 août 2015).
39. « Podemos'tan HDP'ye tebrik » in *Milliyet*, 8 juin 2015.
40. Le Parti Communiste témoigne de cette expérience sur son site officiel, en insistant beaucoup sur la situation à Kobané, alors en proie au blocus de l'État



© Ifri

stand lors de l'édition 2015 de la fête de l'Humanité à La Courneuve, où se retrouvent traditionnellement les communistes et les militants anticapitalistes français. Notons aussi que le Front De Gauche, en France, et *Die Linke*, en Allemagne, ont multiplié les messages et actions de soutien au HDP durant les deux campagnes législatives de 2015 en Turquie. A la demande du HDP, des militants du Parti Communiste Français, composante du Front De Gauche, ont rejoint les rangs des observateurs internationaux pour les élections du 7 juin, puis du 1er novembre 2015.

Les caractéristiques idéologiques aussi bien qu'organisationnelles du HDP justifient donc bien qu'on le rattache à la gauche alternative européenne. Le parti lui-même revendique et cultive cette appartenance, par les liens avec des partis considérés comme proche. Mais il convient, pour compléter le portrait du HDP, d'explorer aussi son versant régionaliste.

## *La dimension régionaliste et les exemples écossais et irlandais*

Du point de vue idéologique et stratégique, le HDP cherche bien à s'insérer dans la grande mouvance de la gauche alternative européenne ; cela n'est pas forcément incompatible avec sa spécificité autonomiste. En effet, si dans le cas de la Ligue du Nord italienne ou du *Vlaams Belang* belge les revendications régionales s'accompagnent d'un discours xénophobe et d'un fort conservatisme sociétal[41], certains mouvements autonomistes ou indépendantistes ont effectivement couplé leur lutte à des thèses sociales progressistes.

Le modèle et prototype de cette mouvance autonomiste-progressiste se trouve en Écosse : il s'agit du *Scottish National Party* (SNP), fondé en 1934 sur une base purement indépendantiste, et resté confidentiel jusqu'à la fin des années 1960. Ce parti nationaliste écossais s'est ouvert à de nouvelles luttes au fur et à mesure de son ascension politique. Sans jamais renoncer à son identité et à ses revendications historiques d'indépendance de l'Écosse, il s'est ainsi fait le champion de thèses très progressistes, tant dans le domaine

---

Islamique : http://international.pcf.fr/61496 (dernière consultation: 10 novembre 2015).

41. Voir à ce sujet DELWIT Pascal, *Les partis régionalistes en Europe : des acteurs en développement ?* Bruxelles : Université Libre de Bruxelles, 2005, p. 43-48.



© Ifri

économique et social (réclamant notamment la hausse du salaire minimum, la réduction des coupes budgétaires et la préservation des services publics) que dans celui de l'écologie, sans oublier son positionnement international pacifiste et anti-impérialiste. Bien que les leaders du mouvement[42] présentent ce dernier comme un parti social-démocrate de centre-gauche, il porte en réalité des idéaux contestataires et progressistes qui n'ont guère d'équivalent dans le paysage politique britannique, même si l'arrivée de Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste pourrait changer la donne en fermant la parenthèse blairiste et en revenant aux origines socialistes du mouvement.

Le *Sinn Féin* irlandais a connu la même dynamique. Affilié à l'Alliance de la Gauche verte nordique au Parlement européen (une alliance de mouvements au sein du groupe parlementaire européen Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique) ce parti développe aujourd'hui un discours pacifiste, écologiste et social, prônant un nationalisme fondé sur des valeurs humanistes partagées davantage que sur une appartenance ethnolinguistique précise. Héritier d'une histoire qui a divisé son territoire, le *Sinn Féin* se veut le plus unitaire possible, en vue d'une hypothétique réunification de l'Irlande. Son siège se situe en République d'Irlande et c'est là que se réunit son Congrès annuel, mais sa structure organisationnelle intègre des membres aussi bien irlandais que britanniques, et le parti compte des députés aussi bien au *Dáil Éireann* (le Parlement irlandais) que dans les assemblées britanniques. Le *Sinn Féin* joue toujours la partition du nationalisme en Irlande du Nord, sous domination britannique ; en République d'Irlande, il soutient certes la lutte pour l'autonomie de sa branche britannique, mais s'empare également de sujets nationaux, adoptant un positionnement social progressiste. Il s'est ainsi prononcé en faveur d'une augmentation des allocations familiales et chômage, et du salaire minimum, pour l'élargissement du droit à l'avortement, et soutient le mariage pour les couples homosexuels. Un élément spécifique le rapproche considérablement du HDP : sa réputation de « vitrine politique » d'un mouvement indépendantiste armé, l'IRA (*Irish Republican Army*), très actif dans les années 1980 et 1990. Tout comme le HDP avec le PKK, le *Sinn Féin* a oscillé entre un discours réfutant tout lien avec la

42. Parmi ces derniers, il importe notamment de citer Alex Salmond et Nicolas Sturgeon. Président du SNP de 1990 à 2000, puis de 2004 à 2014, Alex Salmond fut également Premier ministre écossais de 2008 à 2014. L'échec du référendum qu'il avait souhaité sur l'indépendance de l'Écosse eut pour conséquence sa démission de ces deux postes, le 19 septembre 2014. Il y fut remplacé par Nicolas Sturgeon, qui assumait la vice-présidence du parti depuis 2004, ainsi que le poste de Présidente de l'Assemblée Nationale écossaise.



© Ifri

milice armée, et une certaine réticence à la condamner clairement, ce qui lui a valu d'être régulièrement mis en cause par le gouvernement britannique comme complice du terrorisme[43] – rhétorique qui n'est pas sans rappeler celle utilisée par le gouvernement turc contre le HDP. Historiquement, le *Sinn Féin* est justement parvenu à canaliser la violence armée de l'IRA et à la convertir en un combat politique autonomiste, assorti de revendications progressistes ; c'est pourquoi certains analystes y voient un modèle pour le HDP dans ses relations avec le PKK[44]. Sinan Çiftyürek, leader d'un petit parti kurde marxiste, ne s'y est pas trompé, en estimant que le HDP pouvait être tout à la fois « le *Sinn Féin* à Diyarbakır et *Syriza* à Ankara »[45] : autrement dit, le discours de gauche progressiste et libertaire que tient le parti dans les grandes villes turques devrait cohabiter avec un militantisme séparatiste dans ses bastions kurdes.

Parmi les autres mouvements indépendantistes ayant suivi cette trajectoire légaliste et progressiste, on peut également citer *Esquerra Unida i Alternativa* en Catalogne (la Gauche Unie et Alternative), qui cohabite avec *Syriza* au Parlement européen au sein du Parti de la gauche européenne. L'audience de ce petit parti reste néanmoins confidentielle, le nationalisme catalan étant largement préempté par deux autres partis de centre-droit, *Convergència Democràtica de Catalunya* (Convergence Démocratique de Catalogne) et *Unió Democràtica de Catalunya* (Union Démocratique de Catalogne), qui dirigeaient la région en coalition jusqu'au retrait du second, en septembre 2015. Au Pays basque espagnol, le parti indépendantiste *Bildu* a également élaboré un discours social, féministe et pacifiste qui le rapproche des gauches contestataires européennes. C'était aussi le cas de *Batasuna*, vitrine politique de l'organisation armée ETA[46] en Espagne (jusqu'à son interdiction en

43. Voir par exemple les déclarations faites à ce sujet par le bureau du Premier Ministre britannique le 21 février 2005, et liant le *Sinn Féin* à l'IRA. Consultable en ligne au lien suivant : http://downingstreetsays.com/briefings/2005/02/21 (dernière consultation: 10 janvier 2016).

44. Une comparaison par exemple développée par ESAYAN Markar, « What do the PKK and HDP want? » in- *Daily Sabah*, 13 avril 2015. Il est à noter que Selahattin Demirtaş a pour sa part rejeté cette comparaison, estimant que la relation de son mouvement au PKK ne saurait être assimilée à celle du *Sinn Féin* vis-à-vis de l'IRA (ASLAN Ferit/DHA, « Selahattin Demirtaş BBC Türkçe'ye konuştu: 'PKK silahları nereye gömecek' » in- *Hürriyet*, 18 octobre 2015.)

45. ÇİFTYÜREK Sinan, « HDP; Diyarbakır'da Sinn Fêin, Ankara'da SYRİZA işlevini üstlenemez! » in- *İlke Haber*, 17 février 2015.

46. Acronyme de *Euskadi Ta Askatasuna* (Pays Basque et Liberté), organisation considérée comme terroriste notamment par la France, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis ; sur fond de vulgate marxiste-léniniste, elle réclame la création d'un Pays Basque indépendant.



© Ifri

2003) et en France, puis de son successeur *Sortu*, proche de la mouvance anarcho-marxiste.

Tous ces mouvements partagent avec le HDP un certain nombre de caractéristiques qui les distinguent au sein de la gauche alternative. Leur premier point commun est évidemment la dimension régionaliste, qui est leur raison d'être et constitue leur socle politique et électoral. En dépit de tous les autres débats dans lesquels ils cherchent à s'imposer, ces partis restent avant tout attachés à leurs revendications autonomistes. Or cette dimension est justement l'objet de discussion au sein du HDP, dont les composantes ne sont pas toutes favorables dans une même mesure à l'autonomisme kurde. En tout état de cause cette question s'articule pour le HDP au respect des droits de l'Homme et des minorités, et ne débouche pas sur un nationalisme d'exclusion comme celui du *Vlaams Belang*. La quête régionaliste implique par ailleurs un rapport spécifique à l'Union Européenne. La plupart des mouvements régionalistes voient dans l'UE un cadre où s'épanouir en affaiblissant la tutelle des États-nations historiques : le principe d'une décentralisation des États au profit d'Eurorégions les séduit. Mais pas tous : ainsi le Sinn Féin se présente-t-il comme un mouvement eurosceptique, qui a fait campagne contre le traité de Lisbonne lors des *referenda* irlandais de 2008 et 2009. De même, les mouvements régionalistes conservateurs comme la Ligue du Nord ou le *Vlaams Belang* critiquent constamment et violemment les institutions européennes. En revanche le SNP, les partis autonomistes catalans, ou encore les nationalistes corses qui gouvernent la région depuis les élections régionales françaises de 2015, s'affichent très europhiles, ce qui tranche avec un *Syriza*, certes pro-européen, mais hostile aux politiques européennes actuelles. Le HDP est en toute logique favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne, et compte sur les normes européennes pour réformer l'État turc ultra-jacobin et protéger la spécificité culturelle kurde[47]. Le parti sait aussi que la cause kurde jouit d'une popularité croissante en Europe, auprès de l'opinion publique qui associe depuis 2015 les Kurdes à la lutte contre l'État Islamique en Syrie et en Irak, mais aussi auprès de certains gouvernements qui s'inquiètent du sort des réfugiés.

En dépit de toutes ces ressemblances, il existe étonnamment peu de liens institutionnels entre les partis régionalistes. Plutôt que de se rassembler entre eux, ils préfèrent s'allier à des partis nationaux,

47. MAYER-HOHDAL Alexandra, « Kurdish leader seeks EU help in peace talks with Turkey » in- *Albawaba*, 7 août 2015. Si les cadres du HDP ont fait appel à plusieurs reprises à l'Union Européenne, ils se sont très peu prononcés sur l'intégration de la Turquie dans l'UE. A noter que le BDP y était favorable.



© Ifri

dans des constellations politiques qu'ils jugent plus opérationnelles. Le facteur géographique explique encore en partie cette préférence : par souci d'efficacité, il est certain que le HDP a plus intérêt à entretenir des liens avec un parti géographiquement proche comme *Syriza* qu'avec le SNP, à l'autre bout de l'Europe. Tous ces partis évoluent en outre dans des contextes domestiques très variés du point de vue institutionnel, ce qui peut les éloigner dans leur combat militant. Là où le HDP soutient une autonomie renforcée, au sein d'un État-Nation pour le moment très centralisé et ne faisant pas partie de l'UE, le SNP demande l'indépendance d'une région ayant déjà bénéficié de la décentralisation britannique et disposant de larges prérogatives, dans un cadre européen.

## *La dualité de l'électorat, spécificité du HDP*

Sur la carte des partis politiques européens, le HDP se situerait donc probablement près du *Sinn Féin* irlandais ou du SNP écossais, car il suit la même dynamique et tente la même synthèse qu'eux. Subsiste cependant une différence essentielle, qui limite la pertinence de la comparaison : le HDP a pour particularité de s'appuyer sur deux communautés électorales distinctes, apparemment séparées et pas forcément compatibles, qui incarnent la dualité de son programme. Si l'histoire et la sociologie ont permis l'homogénéisation de la lutte autonomiste au Royaume-Uni, elles jouent à l'inverse contre les ambitions du HDP d'unir progressisme social et sociétal et cause kurde. Dans les îles britanniques, en effet, le combat indépendantiste s'est historiquement confondu avec le rejet d'un modèle économique inégalitaire, appauvrissant les populations irlandaises et écossaises. Le *Sinn Féin* comme le SNP ont été les premiers adversaires de la dérégulation thatchérienne, et plus récemment d'une politique britannique perçue comme irrémédiablement atlantiste, impérialiste, militariste, et toujours ultralibérale. Le combat indépendantiste de ces deux partis a ainsi su rejoindre les luttes sociales, pacifistes, écologistes et anti-impérialistes. La perspective jamais abandonnée de l'indépendance offre en outre aux mouvements alternatifs un espoir de faire triompher, au sein d'une Écosse ou d'une Irlande du Nord libres, des idées sociales et progressistes qu'ils n'espèrent plus guère voir séduire la majorité des Britanniques. La base électorale du SNP et du Sinn Féin a donc tendance à se confondre très exactement avec le territoire dont ils revendiquent l'indépendance : les indépendantistes sont progressistes et antilibéraux pour se



© Ifri

démarquer de la société britannique, les progressistes et antilibéraux sont indépendantistes pour échapper à un modèle britannique qu'ils combattent[48].

Cette concordance ne se retrouve pas dans le contexte turc. La cause kurde y a certes été prise en charge par des mouvements marxistes, stratégie porteuse dans le cadre de la guerre froide où l'État turc jouait son rôle de pilier oriental de l'OTAN : le PKK comptait à l'inverse sur le soutien du bloc communiste et particulièrement de l'Union Soviétique, frontalière des régions kurdes. Mais la lutte pro-kurde est aussi marquée en Turquie par le rejet de la République nationaliste kémaliste, de ses réformes d'homogénéisation et aussi, pour certains Kurdes, de sa laïcité[49]. Après des décennies d'assimilation, de tels sujets continuent de diviser la société kurde. Lorsque le PKK passe à la lutte armée, on constate une profonde discordance entre son discours politique gauchisant et les attentes de la base kurde dont il revendique le soutien, rurale ou commerçante, pieuse et conservatrice. On sait que beaucoup des Kurdes qui ont donné leurs voix au HDP en juin 2015 avaient voté pour l'AKP aux élections législatives précédentes[50], et que nombre d'entre eux lui sont revenus au mois de novembre[51]. La capacité d'attraction de Recep Tayyip Erdoğan pour une partie de l'électorat kurde repose clairement sur son discours religieux, conservateur et favorable à la petite entreprise. Ce n'est que déçus par les atermoiements du

48. DIXON Keith, « L'indépendantisme écossais est une réplique à l'europhobie des Anglais » in- *Le Monde*, 19 mai 2014 ; THAROOR Ishan, "If Scotland votes for independence, it'll be Margaret Thatcher's fault" in- *The Washington Post*, 16 septembre 2014 ; LERUEZ Jacques, « L'Écosse à l'heure du choix » in- *Questions Internationales*, n° 68, mars-avril 2014, p. 103-109. Karl Marx et Friedrich Engels assimilaient déjà la question irlandaise au XVIII$^{e}$ siècle à une lutte sociale.

49. C'est plus spécifiquement le cas de la révolte kurde de 1924 menée par le Cheikh Saïd, représentant de la puissante confrérie des Nakshibandi. Il se fait notamment le porte-parole des religieux kurdes qui craignent que l'abolition du Califat ne brise l'égalité qu'ils entretenaient, en tant que musulmans, avec les Turcs (MONNIER Fabrice, *Atatürk : Naissance de la Turquie moderne*. Paris : CNRS, 2015). Les révoltes kurdes ultérieures seront moins marquées par le facteur religieux.

50. Aux élections législatives de 2011, l'AKP était par exemple arrivé en tête dans les circonscriptions kurdes de Bitlis, Siirt et Ağrı, qui ont été remportées par le HDP lors des élections législatives de juin et novembre 2015. Aux élections législatives de 2007, en plus de ces trois circonscriptions, l'AKP avait gagné Mardin, Batman et Van, qui mettent désormais le HDP en tête à plus de 60%.

51. Dans la province de Mardin, le HDP est passé de 72,1% à 67% des bulletins entre juin et novembre, tandis que l'AKP progressait de 19,9% à 23,9%, les autres partis faisant des scores négligeables. À Bitlis, tandis que le HDP chutait de 60,8% à 48,6%, l'AKP passait de 32,1% à 44,1%. Il est à noter que la baisse du premier (de 12,2%) correspond pratiquement à la hausse du second (12%).



© Ifri

processus de paix avec l'AKP que certains électeurs kurdes se sont tournés vers le HDP comme « parti kurde », et non parce qu'ils ont été séduits par le discours écologiste et progressiste d'un nouveau parti de gauche. Certains éléments du programme politique du HDP apparaissaient au contraire comme très clivants pour une grande partie de l'électorat kurde traditionnel. Ainsi, la proposition du mariage homosexuel, mise en avant au niveau national, a été soigneusement passée sous silence par les candidats concourant dans les régions conservatrices du Sud-Est. Inversement, il faut reconnaître l'existence d'un vote turc pour le HDP, largement imputable aux sympathisants du mouvement de Gezi. Parmi ces derniers l'on retrouve des militants de tout bord, dont beaucoup ne s'intéressent pas aux revendications kurdes et parfois même s'y opposent. Il est ainsi avéré qu'une partie de l'électorat traditionnel du CHP a choisi de voter pour le HDP, soit pour permettre l'entrée au Parlement de ce parti (par réflexe démocratique, mais aussi pour faire mathématiquement baisser le nombre de députés de l'AKP), soit pour marquer son attente d'une opposition plus sociale et plus moderne au gouvernement. Fidèle aux idéaux kémalistes et républicains, cet électorat continue de considérer toute politique pro-kurde avec une grande méfiance[52].

Le HDP s'appuie donc sur deux électorats géographiquement, culturellement et politiquement distincts : au sud-est et dans certaines banlieues populaires des métropoles, un électorat kurde avant tout attaché à la préservation de son identité linguistique et culturelle et de ses traditions ; dans les centres des grandes villes, un électorat plutôt jeune, progressiste et engagé, contestataire et hostile à l'autoritarisme de l'AKP. Cette dualité pourrait constituer pour le HDP un sérieux handicap, que n'ont connu ni le *Sinn Féin* ni le SNP. En réussissant son entrée au Parlement en juin en tant que parti, en s'implantant solidement dans le Sud tout en élargissant son audience à de grandes villes turques comme Istanbul, le HDP semblait néanmoins avoir surmonté l'obstacle et réussi une synthèse opérationnelle novatrice. Mais le cycle de violences qui s'est enclenché fin juillet 2015 a rebattu les cartes et les nouvelles

52. Lorsque l'AKP avait lancé son « ouverture kurde » en 2009, Deniz Baykal, alors président du CHP, avait vivement réagi en accusant le gouvernement de privilégier l'identité ethnique à l'identité nationale. (MARCOU Jean, « L'opposition piégée par la question kurde », sur le site *Ovipot*, 13 août 2009. Disponible en ligne au lien suivant : http://ovipot.hypotheses.org/895 (dernière consultation: 24 novembre 2015)). Durant la campagne électorale pour les élections de novembre, certains militants du CHP voyaient dans le HDP un danger pour l'intégrité territoriale turque, le soupçonnant de pouvoir s'entendre avec l'AKP pour démanteler l'État-nation kémaliste (entretiens avec l'auteur du 27 au 31 octobre 2015).



© Ifri

échéances électorales ont mis en lumière les limites de la progression du parti.



© Ifri

# Définir une identité claire : un impératif pour le HDP

Le scrutin législatif de juin 2015 n'ayant pas permis de dégager une coalition de gouvernement, de nouvelles élections ont été organisées le 1er novembre. Ce deuxième scrutin a marqué un net recul pour le HDP : le parti a passé de justesse la barre des 10% nécessaire à sa représentation parlementaire mais il a perdu presque un million de voix et 21 sièges. Il est vrai que le contexte avait dramatiquement changé en quelques mois, obérant totalement la possibilité de mener une campagne électorale normale. Une terrible poussée de violence opposant rebelles kurdes et forces de sécurité turques s'est déclenchée après l'attentat-suicide de Suruç qui a tué 34 militants pro-kurdes et blessé une centaine d'entre eux le 20 juillet 2015, et a été suivi d'actions de représailles du PKK contre des policiers et militaires turcs. L'armée turque a lancé de vastes opérations contre le PKK, tandis que le gouvernement accuse le HDP de complicité avec les terroristes. Le 22 septembre, les deux ministres représentant le HDP au sein du gouvernement provisoire ont démissionné, aggravant les tensions avec l'AKP[53]. Les arrestations de militants pro-kurdes se sont multipliées jusqu'à l'attentat-suicide d'Ankara, le 10 octobre, qui a tué selon les chiffres officiels 103 manifestants de la gauche pro-paix, notamment mais pas seulement issus du HDP, et fait plusieurs centaines de blessés[54]. Alors que le gouvernement turc attribue les attentats de Suruç d'Ankara à l'organisation État islamique, une partie des observateurs turcs ont mis en cause le PKK lui-même. Le climat d'extrême insécurité a contraint le HDP à annuler ses meetings de campagne, tandis que les intimidations contre les militants se poursuivaient[55]. Cette atmosphère de violence et de répression a

53. JÉGO Marie, « En Turquie, le parti prokurde règle ses comptes avec M. Erdogan » in *Le Monde*, 23 septembre 2015.
54. Le flou demeure sur les commanditaires de l'attentat. Les autorités turques, après avoir désigné plusieurs mouvements différents comme suspects, ont incriminé l'État Islamique. Cependant, ce dernier n'a pas revendiqué l'attaque à ce jour.
55. MACDONALD Alex, « Observers and critics raise fairness concerns over Turkey vote » sur le site *Middle East Eye*. Consultable en ligne au lien suivant:


© Ifri

sans conteste nui aux résultats du parti lors du scrutin de novembre. Mais sa contre-performance s'explique aussi par la difficulté à tenir, au milieu des turbulences, un électorat en réalité profondément divisé.

## *La double identité du HDP : un atout devenu talon d'Achille*

Dès le début de l'offensive armée turque contre le PKK, le discours du HDP est devenu moins audible et sa capacité à constituer un pilier de gauche en Turquie s'est vue remise en cause. Les attentats et assassinats perpétrés par la guérilla kurde et les représailles des forces armées turques ont radicalisé les tensions identitaires. Dans ce contexte, le gouvernement ne s'est pas privé de présenter le HDP comme un mouvement purement séparatiste et comme la vitrine légale du PKK. Tayyip Erdoğan en personne a affirmé que le parti n'était que « l'extension politique de l'organisation séparatiste terroriste[56] » [du PKK] ; cette accusation a été répétée en boucle par les partisans du gouvernement, comme par exemple Mustafa Köse, candidat de l'AKP à Antalya, qui estimait à la veille du scrutin que « plus le HDP gagne de voix, et plus il encourage le PKK, dont il est l'extension politique, à s'armer[57] ». Cet amalgame, admis par une bonne partie de la société civile turque, a décrédibilisé et marginalisé *de facto* le HDP dans le paysage politique légal.

Plus que tout autre, le HDP avait intérêt à éviter tout débordement ou toute confrontation identitaire. Un contexte d'apaisement entre les communautés est absolument nécessaire pour pouvoir ouvrir la boîte de pandore et songer à un règlement politique de la question kurde en Turquie ; ce n'est que sur fond de processus de paix que le HDP pouvait se présenter comme une force politique d'alternance. Le parti aurait alors eu pour vocation de remplacer à moyen terme le PKK comme principal porteur des revendications kurdes, plaçant la lutte sur le terrain politique et non plus militaire. Cette feuille de route était suggérée par le CHP lui-

---

http://www.middleeasteye.net/news/opposition-groups-and-observers-question-fairness-turkey-elections-1371209572#sthash.dJvHaV7Z.dpuf
(dernière consultation : 13 novembre 2015)

56. Cité dans YETKIN Murat, "Slight relief in AKP's distress over HDP" in- *Hurriyet Dailynews*, 27 août 2015. Traduction de l'auteur.

57. Cité dans KASAPOĞLU Çağıl, "HDP Antalya'da emanet oyları korumayı hedefliyor", in- *BBC Türkçe*, 29 octobre 2015. Traduction de l'auteur.



© Ifri

même, son président Kemal Kılıçdaroğlu ayant justement annoncé son intention de négocier en cas de victoire l'avenir des Kurdes avec le HDP plutôt qu'avec le PKK[58].

Après plusieurs années de paix et de stabilité relatives, la lutte armée du PKK pouvait en effet apparaître comme de plus en plus anachronique en Turquie. Mais la toile de fond géopolitique régionale impose aujourd'hui un nouveau rapport de forces, dans lequel le HDP, désorganisé par les attaques du pouvoir, peut difficilement faire bonne figure. Depuis la plongée de la Syrie dans la guerre civile, le PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat,* Parti de l'Union Démocratique), branche syrienne du PKK, a pris le contrôle des régions du nord du pays, le long d'une bonne partie de la frontière turque. Dans le même temps, l'offensive de l'État Islamique en Irak et en Syrie a profondément déstabilisé cette même frontière depuis l'été 2014. Le PKK turc a profité de ce contexte flou, trouvant à nouveau refuge et soutien auprès du PYD, tandis que la lutte menée par l'ensemble des Kurdes contre les mouvements djihadistes rehaussait leur image à l'étranger. Lorsque la trêve avec le gouvernement turc a été rompue, le PKK disposait ainsi d'une assise régionale renforcée, alors que tout le Sud-Est de la Turquie était déstabilisé.

La relance des hostilités et le lot d'exactions qui l'ont accompagnée ont en revanche mis le HDP dans une situation très délicate. Trois éléments se sont dès lors conjugués pour affaiblir sa position et expliquent son semi-échec aux élections de novembre.

En premier lieu, le HDP s'est confronté à l'implacable rhétorique de l'AKP consistant à l'assimiler au PKK et à le rendre co-responsable des crimes de la guérilla. Il est vrai que ce discours a été renforcé par les déclarations de certains cadres du HDP eux-mêmes : le député HDP Abdullah Zeydan a ainsi été au cœur d'une polémique, après avoir affirmé que le PKK pouvait « noyer [la Turquie] sous son crachat[59]». Le tollé provoqué par ses propos l'a conduit à s'excuser. Mais il n'en fallait pas moins pour faire flotter autour du parti une atmosphère de suspicion qui a conduit une partie de son électorat turc à s'éloigner. Cette désaffection a été particulièrement visible dans la province de Tunceli, où les Kurdes sont minoritaires mais où le HDP avait obtenu en juin 60% des voix et deux députés grâce au vote des alévis, qui y sont majoritaires, et qui donnaient traditionnellement leurs voix au CHP. En novembre le HDP

58. ZEYREK Deniz, "Turkey's main opposition CHP vows to continue Kurdish peace bid with only HDP" in Hürriyet DailyNews, 28 avril 2015.
59. KAPLAN Yaşar, "HDP'li Vekil Abdullah Zeydan: PKK sizi tükürüğüyle boğar" in *Milliyet*, 27 juillet 2015.



© Ifri

y a chuté à 54,8% des voix et a perdu un député au profit du parti kémaliste. Plus généralement, il semble que le recul du HDP dans les régions non kurdes se soit généralement effectué au profit du CHP[60]. Cette évolution traduirait l'inquiétude d'un électorat turc de gauche, attiré par le progressisme du HDP, mais effrayé par ses liens potentiels avec le PKK.

Le lien entre les partis légaux kurdes et le PKK reste une difficulté centrale. Les députés pro-kurdes sont régulièrement invités par les autorités turques à passer une sorte de test de loyauté consistant à se démarquer publiquement des agissements de la guérilla, sous la menace d'être poursuivi pour activités terroristes. Il leur est cependant de plus en plus difficile de critiquer frontalement le PKK alors même que les manifestations de soutien dont a bénéficié ce dernier dans le Sud-Est ont montré qu'une partie de des régions kurdes le tient *a minima* pour une alternative à la répression de l'AKP. Et si l'électorat progressiste turc des grandes villes a voté pour Selahattin Demirtaş sa base électorale n'en reste pas moins composée de Kurdes espérant le voir prendre en compte leurs revendications identitaires, sur le plan culturel (notamment linguistique), et politique (redéfinition de la citoyenneté en Turquie). C'est bien dans le Sud-Est que le HDP a encore obtenu la très grande majorité de ses députés, et les grandes villes kurdes (Diyarbakır, Van ou Hakkari) sont ses bastions électoraux. Ces villes sont aujourd'hui celles qui souffrent le plus des opérations de l'armée turque. Le PKK est la cible officielle des autorités, mais la population civile souffre en réalité de représailles menées de façon souvent indistincte[61]. Cette population attendait d'abord que le HDP, qu'elle

60. C'est du moins la tendance que laissent entrevoir les chiffres donnés par *Yeni Şafak*. Dans les régions non kurdes, en effet, la baisse de score du HDP correspond à peu près à la hausse enregistrée par le CHP. Elle ne semble en revanche pas lui bénéficier dans les régions kurdes, où il ne progresse que très faiblement. S'il est impossible de conclure avec certitude à des transferts de voix, on peut cependant estimer que, la hausse de l'AKP dans les régions non kurdes étant surtout due à la défection des électeurs du MHP, la hausse du CHP y est davantage imputable à celle des électeurs du HDP.

61. Plusieurs témoignages ont régulièrement fait état de victimes civiles des bombardements turcs. Voir par exemple des témoins interrogés par les envoyés spéciaux de RTL, témoignages disponibles au lien suivant : http://www.rtl.fr/actu/international/zergele-village-kurdistan-irakien-bombarde-armee-turque-meme-daesh-ne-fait-pas-ca-7779309273 (dernière consultation: 10 janvier 2016). Voir aussi ANDLAUER Anne, « Le cri d'alarmes des civils, victimes de la guerre contre le PKK » in- *Le Temps*, 5 janvier 2016. La Turquie dément régulièrement avoir fait des victimes civiles et les témoignages, souvent issus de militant politiques, peuvent être contestés. Il semble néanmoins prouvé que la répression n'a pas frappé que des combattants du PKK.



© Ifri

avait plébiscité pour défendre ses droits, empêche le retour de telles opérations militaires de sinistre mémoire en pays kurde. Mais l'intensification de la violence a fini par fragiliser l'espoir d'une solution politique. Cette désillusion de l'électorat kurde du HDP s'est évidemment traduite dans les votes : le parti a reculé dans l'ensemble des régions kurdes, y perdant des centaines de milliers de voix et plusieurs députés[62].

Enfin, le climat de chaos de l'été 2015 a favorisé les tentatives de l'AKP de reprendre la main sur l'organisation du scrutin et de marginaliser l'ensemble de ses opposants. Alors que la campagne pour le scrutin du printemps avait été considérée comme globalement régulière et équitable par la plupart des observateurs, celle des élections de novembre a été fortement critiquée. Les observateurs de l'OSCE, d'ordinaire plutôt réservés, ont ainsi estimé que le climat de violence avait été préjudiciable aux partis d'opposition, particulièrement dans les régions kurdes[63], où ont été constatées des violences contre des candidats, des intimidations de militants et des irrégularités dans les procédures.

Alors que le HDP a lourdement pâti des affrontements entre l'armée et le PKK, l'AKP en a donc au contraire profité. Le parti au pouvoir a tenu un discours martial qui lui a permis de siphonner l'électorat du parti nationaliste MHP (autre grand perdant du scrutin, avec 11,9% des votes contre 16,3% en juin) et de récupérer sa majorité absolue. Cette large victoire de l'AKP affaiblit encore plus la position du HDP qui perd tout espoir de négocier en situation de coalition. « Le PKK et l'AKP ont cassé le nez du HDP » pouvait ainsi titrer le quotidien de gauche *Taraf* au lendemain des élections[64]. Pour tirer les leçons de son semi-échec, le parti, qui reste représenté au parlement pour son propre compte, devra admettre ses contradictions et faire un choix difficile : la normalisation par l'abandon de sa dimension identitaire – au risque de perdre son socle électoral kurde

62. Ainsi, à Diyarbakır, ancien fief de Selahattin Demirtaş et bastion traditionnel des mouvements kurdes, le HDP est passé de 77,7 à 71,3%. À Van, le recul a été plus important encore, le parti passant de 73,6 à 64,3%. À Kars, il a perdu sa première place en chutant de 43,5 à 34%. On notera que dans les régions kurdes ce recul a profité à l'AKP ; il est encore difficile de savoir s'il faut imputer cette hausse du parti gouvernemental aux irrégularités de la campagne ou à la mobilisation plus importante de l'électorat kurde religieux et conservateur.
63. Le rapport de l'OSCE, ses annexes et la conférence de presse qui a suivi les élections sont consultables sur le site de l'organisation, au lien suivant : http://www.osce.org/odihr/elections/turkey/186031 (dernière consultation: 8 janvier 2016).
64. « AKP ve PKK, HDP'nin burnunu sürttü » in- *Taraf*, 2 novembre 2015.



© Ifri

– ou le recentrage sur des thématiques strictement kurdes – ce qui signifierait renoncer à incarner une alternative à gauche.

## *L'heure des choix : abandon du thème identitaire ou rekurdisation ?*

Le dilemme du HDP paraît assez simple: perdre une partie de sa base kurde, ou s'y trouver réduit. La première option permettrait au parti d'incarner la gauche en Turquie, dans un paysage politique en voie de recomposition. L'ascension du HDP et le ton très progressiste donné à sa campagne par Selahattin Demirtaş laissaient effectivement penser, jusqu'à l'été 2015, que le HDP pouvait jouer le rôle du pôle social et progressiste qui manquait sur le spectre turc - le CHP étant finalement plus proche d'un national-républicanisme autoritaire que du socialisme. L'ambition du HDP serait alors de devenir non pas le premier parti de la gauche alternative en Turquie, mais bien le premier parti de gauche, socialiste, féministe, écologiste, à sortir de la confidentialité et à envisager son avenir au Parlement, voire, à plus long terme, dans un gouvernement d'union.

Le HDP s'est hissé en 2015 à la place de troisième parti du pays, devant le MHP, tandis que le mouvement kémaliste stagne et peine à se renouveler. Il a donc toute sa place dans l'opposition parlementaire à l'AKP. Encore faut-il qu'il occupe, ou puisse occuper, effectivement cette place. La question des alliances devient alors essentielle : à moins de connaître une dynamique électorale comparable à *Syriza*, ce que la sociologie actuelle de l'électorat turc rend très improbable, le HDP ne pourra pas travailler seul. Le seul partenaire possible pour lui serait le parti kémaliste CHP. Mais une alliance entre ces deux partis nécessiterait sûrement de profondes mutations en leur sein[65]. Il faudrait que l'aile la plus progressiste et sociale du CHP reprenne la main, domptant ses éléments les plus nationalistes ; inversement, le HDP devrait faire des concessions sur le dossier kurde. Et c'est là que se présente la deuxième difficulté : pour devenir un grand parti turc progressiste, il faut penser en termes nationaux – difficile pour un HDP dont la base reste très mobilisée sur les revendications kurdes.

65. Après les élections de juin 2015, les deux partis ont cependant donné certains signes d'ouverture en ce sens. Le leader du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, a notamment pris soin de distinguer clairement le HDP du PKK, accusant le second de ruiner les efforts de paix du premier ; il souhaitait également que le HDP se voit représenté au Parlement. (Interview donnée à la branche turque de la BBC le 25 septembre 2015.)



© Ifri

En réalité, il ne sera pas facile pour le parti d'échapper à la tentation de la « rekurdisation », dans une Turquie de plus en plus marquée par la fragmentation identitaire[66]. Tentation d'autant plus grande qu'au Moyen-Orient, l'ensemble des mouvements kurdes ont le vent en poupe[67]. Des partis kurdes existent en effet dans les pays voisins, où ils pèsent de plus en plus sur les échiquiers politiques. Les deux grands partis qui contrôlent le Kurdistan irakien, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, sclérosés par le pouvoir et alliés stratégiques d'Ankara, rencontrent peu de sympathie chez les Kurdes de Turquie. Il en va différemment du PYD syrien, parti frère du PKK, qui a pris le contrôle de plusieurs provinces du nord de la Syrie. Le PYD a proclamé « l'autonomie démocratique » de ce Kurdistan syrien et y promeut des politiques sociales et alternatives sur fond de rhétorique anti-impérialiste, féministe et révolutionnaire[68]. De tels éléments font écho au discours du HDP mais la comparaison s'arrête là : le PYD est avant tout, à l'instar du PKK, un mouvement armé, s'appuyant sur de puissantes milices (les YPG[69], fortes de plusieurs milliers de combattants et contrôlant les trois régions historiques du Kurdistan syrien), forçant son émergence politique dans le contexte d'une guerre civile longue et extrêmement meurtrière. Le HDP, qui cherche à se démarquer de la violence politique, ne peut guère suivre cette voix. Des similitudes peuvent encore être relevées avec le parti kurde irakien *Gorran* (« changement »), portant la contestation d'une partie de la jeunesse contre les deux grands partis au pouvoir. Mais *Gorran* agit dans le cadre kurde d'une région autonome, presque indépendante.

Un repositionnement kurde du HDP, qui se focaliserait sur une lutte identitaire et régionaliste, le précipiterait en fait dans l'impasse fomentée par ses adversaires. Elle annihilerait le caractère rassembleur du discours et de la personnalité de Selahattin Demirtaş,

---

66. DENIZEAU Aurélien, « L'engagement turc au Moyen-Orient » in- IFRI, *Ramses 2016. Climat : Une nouvelle chance ?* Paris : Dunod, 2015, p. 248-251.
67. À l'exception notable des Kurdes iraniens, d'autant plus marginalisés que l'Iran semble en passe de réussir son grand retour sur la scène internationale.
68. Pour une analyse plus détaillée de la politique mise en place au Kurdistan syrien par le PYD, on recommandera GORGAS Jordi Tejel, « Au-delà de la 'bataille de Kobané', la société civile kurde en sursis » in- *Moyen-Orient*, n° 26, avril-juin 2015, p. 56-60.
69. Les Unités de Protection du Peuple (YPG, *Yekîneyên Parastina Gel* en kurde) sont la branche armée du PYD en Syrie. Leur engagement face à l'État Islamique, la mise en avant de combattantes féminines et une habile communication leur ont valu une certaine popularité auprès des opinions publiques européennes. Elles sont en revanche considérées comme un mouvement terroriste par la Turquie, qui les décrit comme l'équivalent syrien du PKK.



© Ifri

qui a donné toute sa mesure lors des campagnes présidentielle de 2014 et législatives de 2015. Ce dernier avait bénéficié de voix de militants de gauche adhérant à l'idée d'une alternative progressiste faisant vivre « l'esprit de Gezi ». Certains d'entre eux admettent une quête de reconnaissance identitaire kurde, mais sont hostiles au sécessionnisme latent des revendications ethniques. La défense des minorités et de la paix emporte leur adhésion mais ils ne voteraient pas pour un mouvement purement identitaire kurde, et sont effrayés par la montée du PKK. La « rekurdisation » du HDP présente en effet un second risque majeur dans le contexte actuel : renforcer et légitimer aux yeux du grand public la solidarité jusque-là implicite avec le PKK.

Entre incarnation d'une gauche nationale, mais minoritaire, et « rekurdisation », le positionnement du HDP est souvent mal compris et peut susciter une très vive hostilité de la part de différents acteurs politiques dans un paysage turc en voie de radicalisation générale. Selahattin Demirtaş a d'ailleurs été victime de plusieurs tentatives d'assassinat – comme le 22 novembre 2015, où un tireur a pris directement pour cible son véhicule. Jamais revendiquées, ces violences obscurcissent l'horizon et ne facilitent pas des choix sereins.



© Ifri

# Conclusion : le HDP, révélateur des dynamiques contraintes du champ politique turc

En réalité, quelles que soient les options prises, le parti se verra tout à la fois avantagé par son caractère novateur et progressiste et handicapé par la dualité de son identité politique : parti de gauche et parti kurde.

Héritier tout à la fois des luttes autonomistes kurdes et du mouvement de Gezi, le HDP offre une synthèse inédite et dynamique, qui a su séduire un électorat divers et conséquent. La compréhension du phénomène prend un sens plus large si l'on se place à l'échelle européenne, où fleurit une nouvelle gauche alternative. Partageant ses méthodes, ses structures et ses grands thèmes idéologiques, le HDP s'intègre, quoiqu'encore marginalement, à cette mouvance européenne, nouant des liens avec les grands partis qui la composent. Son évolution se rapproche ainsi de celles de partis autonomistes comme le *Sinn Féin* irlandais ou le SNP écossais, qui ont su intégrer leur lutte nationaliste dans les idéaux de la gauche alternative.

A l'inverse de ces mouvements, le HDP conserve cependant une spécificité qui est en même temps sa faiblesse : deux électorats distincts, qui se recoupent à l'occasion mais s'opposent sur des points très clivants. Entre les Kurdes revendiquant leur identité culturelle et les militants de gauche attachés à des luttes progressistes globales, la synthèse n'est pas facile à réaliser dans le contexte turc. La reprise des violences entre l'armée et le PKK à l'été 2015 a accentué cette difficulté, forçant le HDP à s'interroger sur son avenir. Le retour à des thématiques identitaire strictement kurdes n'est pas à exclure aujourd'hui. Sous la pression du gouvernement turc et de la mouvance nationaliste, qui le présentent comme une simple vitrine du PKK, le parti pourrait ainsi se replier sur son bastion et y défendre une spécificité régionale, qui le marginalise *de facto*. S'il évite ce réflexe, et s'essaie au contraire à porter un discours d'apaisement au niveau national, il peut aussi devenir le fer de lance d'un renouveau de la gauche turque et faire évoluer différemment le paysage politique du pays.

Par bien des aspects, la place du HDP et les systèmes d'alliance qu'il pourrait être amené à construire en diront long sur le système politique turc et sa dynamique. Un échec du parti à former la


© Ifri

base d'un grand mouvement de gauche, le renvoyant à un nationalisme ethno-culturel de combat, renforcerait en Turquie la logique de confrontation identitaire qui déchire le Proche-Orient depuis de longues décennies. Inversement, si le HDP parvient à s'approprier pleinement l'héritage du mouvement de Gezi et les thématiques de la gauche alternative, il peut incarner une nouvelle force libertaire, progressiste, attentive aux revendications des minorités, concurrençant ou s'alliant selon le contexte avec un pôle kémaliste, plus attaché à l'héritage républicain et à la cohésion de l'État-Nation turc.

Une telle évolution indiquerait tout simplement que la Turquie connaît les mêmes tendances politiques que le reste de l'Europe, en particulier méditerranéenne. En parvenant à gérer démocratiquement l'émergence du HDP, comme la Grèce l'a fait avec *Syriza* ou l'Espagne avec *Podemos*, la Turquie ferait la preuve d'une réelle maturation démocratique.



© Ifri